

Comité Européen de Liaison sur les Services d'Intérêt Général European Liaison Committee on Services of General Interest

Conseil européen de Göteborg

Le Conseil européen de Göteborg des 15 et 16 juin, a consacré, notamment, une large place au **développement durable** en soulignant que cela "implique que les politiques économiques, sociales et environnementales [doivent être] abordées dans un esprit de synergie" et s'est félicité que la communication de la Commission "ajoute une troisième dimension [...] à la stratégie de Lisbonne". Après avoir rappelé que "la stratégie de développement durable de l'Union repose sur le principe selon lequel il faut examiner d'une manière coordonnée les conséquences économiques, sociales et environnementales de toutes les politiques", il "souligne l'importance d'une vaste consultation de tous les intéressés. Il invite, en conséquence, les Etats membres à "instaurer un processus consultatif national approprié" et "les institutions de l'Union à renforcer la coordination interne entre les différents secteurs". La Commission est, en particulier, invitée à inclure dans le plan d'action qu'elle doit présenter à Laeken, en décembre prochain, "des mécanismes garantissant que toutes les grandes propositions comprennent une évaluation de leur impact sur le développement durable, couvrant les conséquences économiques, sociales et environnementales possibles".

En ce qui concerne les **transports**, il faudra prévoir "l'internalisation complète des coûts sociaux et environnementaux", ainsi que "des orientations révisées relatives aux réseaux transeuropéens de transports [...] en vue de donner la priorité [...] aux investissements d'infrastructures destinées aux transports publics, aux chemins de fer [...] et aux opérations intermodales".

Par ailleurs, le Parlement et le Conseil sont invités "à convenir rapidement de l'adoption définitive du règlement de l'**Autorité alimentaire européenne**" et "à poursuivre leurs travaux en vue de l'adoption de la directive concernant l'**information et la consultation des travailleurs** sur la base de l'accord intervenu récemment au sein du Conseil".

Enfin, si des progrès ont été réalisés pour les **télécommunications**, le Conseil et le Parlement "devraient tout mettre en œuvre pour garantir que ce paquet puisse être définitivement adopté avant la fin 2001" et la "Commission [est invitée à] présenter des propositions détaillées en vue de la réalisation d'un "**Ciel unique**" d'ici 2004".

Service universel

La **Commission juridique du Parlement européen** a adopté, le 30 mai dernier, à l'unanimité, le rapport de Malcolm Harbour (PPE Royaume Uni) sur la proposition de directive régissant le **service universel des télécommunications**. Cette proposition fait partie du "paquet télécommunications" de la Commission (voir bulletins 72, 75, 79) sur lequel les institutions européennes sont parvenues à un accord sauf en ce qui concerne la proposition sur le service universel.

Le rapport considère, notamment, que les utilisateurs de communications électroniques devraient jouir d'une plus grande protection dans le marché libéralisé à venir.

European Council of Göteborg

The European Council of Göteborg held on 15th and 16th June was largely devoted to **sustainable development** by underlining the fact that this "implies that economic, social and environment policies [must be] tackled in the spirit of synergy" and, it noted with satisfaction that the Commission's communication "adds a third dimension [...] to the Lisbon process. After recalling that "the Union's sustainable development strategy is based on the principle according to which, it is necessary to mutually examine the economic, social and environmental consequences of all policies", it "stressed the importance of a wider consultation of all interested parties. It is therefore calling Member States to establish appropriate national consultative processes" and "Union's institutions to strengthen internal coordination between different sectors". In particular, the Commission is urged to include in its action plan, to be presented at the Laeken European council in December, 2001 "mechanisms to ensure that all major policy proposals include a sustainability impact assessment covering their potential economic, social and environmental consequences"

Concerning **transports**, it would be necessary to envisage "full internalisation of social and environmental costs", as well as, "revised guidelines for trans-European transport networks [...] with the view of giving priority [...] to infrastructure investment for public transport, for railways [...] and for intermodal operations".

Further, the Parliament and the Council are being appealed "to rapidly adopt the **European Food Authority** regulation" and "to proceed towards the adoption of the directive on **the information and consultation of workers**, on the basis of the agreement recently reached in the Council"

Lastly, whereas substantial progress has been achieved on the **telecommunications** package, the Council and the Parliament "should make every possible effort to ensure its final adoption before the end of 2001" and the "Commission [is invited to] bring forth detailed proposals with the view of achieving a "**Single Sky**" by 2004.

Universal service

On 30th May the **judicial Committee of the European Parliament** unanimously adopted the Malcom Harbour report (PPE United Kingdom) on the directive proposition governing the **universal service of telecommunications**. This proposition is part of the Commission's "telecommunications package" (See bulletins 72, 75, 79) on which European institutions reached agreement except on the proposition concerning the universal service.

In particular, the report considers that users of electronic communications should enjoy greater protection in the future liberalised market.

Il propose une série d'amendements afin, en particulier, d'assurer une base minimale de services de haute qualité pour tous les utilisateurs, à un prix abordable. Il estime que les dispositions concernant les utilisateurs moins valides ou "ayant des besoins spéciaux" devraient être décidées après consultation du public. De plus, les Etats membres devraient pouvoir demander aux opérateurs de fournir des plans ou options tarifaires qui permettraient d'éviter que ces consommateurs soient exclus des services publics de la téléphonie mobile, et les autorités de régulation devraient publier régulièrement des rapports sur les tendances tarifaires. Le rapport se prononce aussi sur la nécessité d'assurer que les besoins des consommateurs soient satisfaits, même dans les cas d'un échec durable du marché, et que les entreprises puissantes sur le marché concerné fournissent lesdits services à des conditions raisonnables, transparentes et non discriminatoires.

Transports de voyageurs

♦ Le **Comité économique et social (CES)** a adopté le 30 mai dernier, un avis sur la proposition de règlement de la Commission concernant les **obligations de service public (OSP) dans les transports terrestres et interurbains de voyageurs**. Tout en se déclarant satisfait de l'intention de vouloir instaurer une concurrence régulée et non une concurrence dure, le CES ne cache pas qu'il est "sceptique" sur la capacité des moyens et des instruments proposés d'aboutir à un "rapport harmonieux entre les OSP et l'organisation de la concurrence". S'il estime que les instruments destinés à réglementer la concurrence, particulièrement l'appel d'offres, sont traités "de manière très concrète et avec beaucoup de sérieux", il considère en revanche que les dispositions relatives aux exemptions "donnent une impression de flou et semblent difficiles à appliquer". Par ailleurs, le CES souhaite que des normes sociales minimales (temps de travail, de repos) soient incluses dans les critères retenus pour garantir le niveau de qualité des transports proposé à l'article 4, qui devrait, au demeurant, être reformulé de manière plus contraignante. Le CES indique qu'"il convient également de créer une obligation claire établissant que les exigences de qualité [seront] financées à l'aide de ressources publiques lorsque les recettes des titres de transport sont insuffisantes". Le CES estime que la durée des contrats devrait être de 8 à 15 ans et décidée au cas par cas, et trouve "trop timide" la proposition en ce qui concerne la protection du personnel en cas de changement d'opérateur.

♦ Le **Conseil des communes et des régions d'Europe (CCRE)** a, de son côté, adopté une "prise de position" plutôt favorable au projet de règlement tout en insistant pour que "les collectivités territoriales [conserver] la **liberté de choisir le mode d'exploitation** de leurs services de transport : soit en régie et donc sans appel à la concurrence, soit par appel à la concurrence". Le CCRE souligne également que "l'intégration des systèmes de transports relève de la compétence des autorités publiques, responsables devant les citoyens" et que "les collectivités territoriales doivent conserver la marge de manœuvre leur permettant de contrôler la qualité des services rendus et la possibilité de sanction en cas de non respect du contrat".

(Voir bulletins 62, 67, 74, et 80).

Notre nouvelle adresse E-mail : celsig@noos.fr

It proposes a number of amendments in order to, notably, ensure minimum basic high quality services for all users, at an affordable price. It further deems that measures concerning disabled users or "those that have special needs" should be decided following a public consultation. In addition, Member States should reserve the possibility of asking operators to provide plans or tariff options that will ensure that such users are not excluded from the public service of mobile telephony system, also that regulation authorities should publish regular reports on the evolution of tariffs. The report also deals with the necessity to make certain that the needs of consumers are met, even in the case of lasting market failure and, that powerful firms in the concerned market, provide the services in question at affordable, transparent and non discriminatory conditions.

Passenger transport

♦ On 30th may, the **Economic and Social Committee (ESC)** adopted the Commission's regulation proposition opinion concerning **Public Service Obligations (PSO) in passenger land and interurban transports**. Though expressing satisfaction with the intention to establish regulated competition, as opposed to pure competition, the ESC remains "sceptical" as regards the capacity of the proposed means and instruments to attain "a harmonious relationship between the PSO and the organisation of competition". Though the committee is of the opinion that measures to regulate competition, in particular calls for tender, are being dealt with "in very concrete and serious manner" it, on the contrary, feels that measures concerning exemptions "give an impression of vagueness and appear difficult to apply". Further, the ESC wishes to see minimum social norms (work and rest hours) included in the criteria retained in order to guarantee the level of the quality of transports proposed in article 4, which should consequently be amended to make it more binding. The ESC states that "it is necessary to define a clear obligation stipulating that quality requirements [will be] financed through help from public resources whenever income from transport fares becomes insufficient". The ESC wishes to see the duration of contracts set between 8 to 15 years, and that each case should be decided individually. It also finds the proposition concerning the protection of personnel in the event of the change of operator, "too weak".

♦ The **Council of European Municipalities and Regions (CEMR)** has, on its part, adopted an "opinion stance" rather positive concerning the regulation draft, all in stressing that "the territorial groupings [should maintain] the **freedom to choose the mode of exploitation** of their transport services, either in municipal controlled firms, thus free from competition or by calling on competition". The CEMR equally underlines that "the integration of transport systems lies within the public authorities' domain, answerable to the citizens" and that "territorial communities must conserve the possibility of controlling the quality of services provided and the possibility of infringing penalties in case of the breach of the contracts".

(See bulletins 62, 67, 74, and 80).

Our new E-mail address is: celsig@noos.fr

NOUVELLES-NEWS-EUROPE est édité par le Comité européen de liaison sur les Services d'intérêt général, *is published by the European Liaison Committee on Services of General Interest*, 66 rue de Rome, F - 75008 PARIS. Tel : (33-1) 40 42 50 24. Fax : (33-1) 40 42 13 78. E-mail : celsig@noos.fr. Directeurs de publication, *Publishers* : Pierre Bauby et *and* Jean-Claude Boual. Rédactrice en chef, *chief editor* : Katherine Varin. Traduction, *translation* : Jeremiah Chiumia. Diffusé exclusivement par Fax et E-mail. *Distributed by Fax and E-mail exclusively*. Abonnement 1 an : 100 €. *Subscription for 1 year: € 100*. Bulletin d'abonnement sur demande. *Subscription form available on request*.